



# Conseil de sécurité

Soixante-seizième année

**8834<sup>e</sup>** séance

Lundi 16 août 2021, à 10 heures

New York

*Provisoire*

*Président :* M. Tirumurti. . . . . (Inde)

*Membres :*

|   |                                    |
|---|------------------------------------|
| Chine . . . . .   | M. Geng Shuang                     |
| Estonie . . . . .   | M. Lipand                          |
| États-Unis d'Amérique . . . . .                               | M <sup>me</sup> Thomas-Greenfield  |
| Fédération de Russie . . . . .                                | M. Nebenzia                        |
| France . . . . .  | M <sup>me</sup> Broadhurst Estival |
| Irlande . . . . .   | M <sup>me</sup> Byrne Nason        |
| Kenya . . . . .   | M. Kimani                          |
| Mexique . . . . .   | M <sup>me</sup> Buenrostro Massieu |
| Niger . . . . .   | M. Aougi                           |
| Norvège . . . . .   | M. Kvalheim                        |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . . | M. Kariuki                         |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines . . . . .                     | M <sup>me</sup> King               |
| Tunisie . . . . .   | M. Ladeb                           |
| Viet Nam . . . . .  | M. Dang                            |

## Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation en Afghanistan**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Afghanistan à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je souhaite chaleureusement la bienvenue au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, à qui je donne la parole.

**Le Secrétaire général** (*parle en anglais*) : Le monde suit les événements en Afghanistan le cœur lourd et vivement préoccupé face à l'avenir. Nous avons tous vu les images en temps réel, le chaos, les troubles, l'incertitude et la peur. Il y a tant en jeu : les progrès, l'espoir, les rêves d'une génération de jeunes Afghans, femmes et filles, garçons et hommes. En cette heure grave, j'exhorte toutes les parties, en particulier les Taliban, à faire preuve de la plus grande retenue pour protéger des vies et faire en sorte que les besoins humanitaires puissent être satisfaits.

Le conflit a jeté sur les routes des centaines de milliers de personnes. La capitale a connu un afflux considérable de personnes déplacées venant de provinces du pays où elles ne se sentaient pas en sécurité ou avaient dû fuir les combats. Je rappelle à toutes les parties leur obligation de protéger les civils et leur demande d'accorder aux travailleurs humanitaires un accès sans entrave pour qu'ils puissent fournir en temps voulu les services et l'aide nécessaires afin de sauver des vies. J'exhorte également tous les pays à accepter d'accueillir des réfugiés afghans et à s'abstenir de les déporter.

L'heure est venue de travailler à l'unisson. La communauté internationale doit être unie et utiliser tous les outils disponibles pour garantir les éléments suivants.

Premièrement, nous devons parler d'une seule voix pour défendre les droits de l'homme en Afghanistan. J'appelle les Taliban et toutes les parties à respecter et à protéger le droit international humanitaire et les droits et libertés de toutes les personnes. Nous recevons des informations glaçantes faisant état de restrictions graves des droits de l'homme dans tout le pays, et je

suis particulièrement préoccupé par les signalements de violations croissantes des droits de la personne visant les femmes et les filles afghanes, qui craignent un retour aux heures les plus sombres. Il est essentiel que les droits acquis de haute lutte par les femmes et les filles afghanes soient protégés. Elles comptent sur l'aide de la communauté internationale, cette même communauté internationale qui les avait assurées qu'elles auraient des possibilités élargies, que leur éducation serait garantie, que leurs libertés seraient plus grandes et que leurs droits seraient protégés.

Deuxièmement, la communauté internationale doit s'unir pour faire en sorte que l'Afghanistan ne soit plus jamais utilisé comme plateforme ou refuge pour les organisations terroristes. J'engage le Conseil de sécurité et la communauté internationale dans son ensemble à faire front, à travailler ensemble, à agir ensemble et à utiliser tous les outils à leur disposition pour supprimer la menace terroriste mondiale en Afghanistan et pour garantir le respect des droits fondamentaux de la personne. Peu importe qui détient le pouvoir, ces deux principes fondamentaux, qui sont d'un intérêt si profond et si constant pour notre monde, doivent être défendus.

L'ONU est déterminée à appuyer les Afghans. Nous continuons à avoir du personnel et des bureaux dans les zones qui sont passées sous le contrôle des Taliban. Je suis soulagé d'annoncer que, dans une grande mesure, notre personnel et nos locaux ont été respectés. Nous exhortons les Taliban à continuer à le faire et à respecter l'intégrité et l'inviolabilité des envoyés et des locaux diplomatiques.

La crise humanitaire en Afghanistan touche 18 millions de personnes, soit la moitié de la population du pays. Il est vital que les services de base continuent d'être fournis. Dans une déclaration publiée hier, les Taliban ont indiqué qu'ils travailleraient avec les institutions existantes. Il est essentiel que les salaires des fonctionnaires continuent d'être versés, que les infrastructures soient entretenues, que les aéroports soient rouverts et que les services de santé et d'éducation se poursuivent. La présence de l'ONU s'adaptera à la situation en matière de sécurité.

Mais plus que tout, nous resterons sur place pour épauler le peuple afghan et répondre à ses besoins en cette heure difficile. J'appelle à la fin immédiate de la violence, je demande que les droits de tous les Afghans soient respectés et j'engage l'Afghanistan à honorer tous les accords internationaux auxquels il est partie.

Les Afghans sont un peuple fier, doté d'un riche patrimoine culturel. Ils subissent la guerre et les difficultés depuis des générations. Ils méritent tout notre appui. Les jours qui viennent vont être déterminants. Le monde est aux aguets. Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas abandonner le peuple afghan.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afghanistan.

**M. Isaczai** (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de cette occasion de prendre la parole à une nouvelle séance du Conseil de sécurité sur la situation en Afghanistan, et de la manière avec laquelle l'Inde dirige le Conseil en cette période critique. Nous nous félicitons de la présente séance tenue en urgence par le Conseil de sécurité sur la situation en Afghanistan, et nous remercions tous les membres du Conseil, en particulier les deux pays chargés du dossier afghan que sont l'Estonie et la Norvège, de leur rôle dans sa convocation.

Je parle aujourd'hui au nom des millions de personnes dont le sort est en jeu en Afghanistan et qui sont confrontées à un avenir extrêmement incertain. Je parle au nom des millions de filles et de femmes afghanes qui sont sur le point de perdre leur liberté d'aller à l'école, de travailler et de participer à la vie politique, économique et sociale du pays. Je parle au nom des milliers de défenseurs des droits humains, de journalistes, d'universitaires, de fonctionnaires et d'anciens membres des forces de sécurité dont la vie est menacée parce qu'ils ont défendu les droits humains et la démocratie.

Je parle au nom des milliers de déplacés qui ont désespérément besoin d'un abri, de nourriture et de protection, à Kaboul et ailleurs. Les membres du Conseil peuvent le constater d'eux-mêmes, la situation à Kaboul, ville de près de 6 millions d'habitants, est extrêmement préoccupante ; c'est le moins que l'on puisse dire. Nous avons vu les scènes chaotiques à l'aéroport international de Kaboul, où des citoyens désespérés tentent de quitter le pays.

Nous craignons très vivement que les Taliban ne respectent pas les promesses et engagements pris dans les déclarations qu'ils ont faites à Doha et dans d'autres enceintes internationales. Nous avons vu à maintes reprises comment, par le passé, les Taliban ont rompu leurs promesses et leurs engagements. Nous avons vu

les images macabres des exécutions de masse de soldats et des assassinats ciblés de civils auxquels se livrent les Taliban à Kandahar et dans d'autres grandes villes.

Nous ne pouvons pas permettre que cela se produise à Kaboul, dernier refuge des nombreuses personnes fuyant la violence et les attaques menées en représailles par les Taliban. Selon les habitants de Kaboul, les Taliban ont déjà commencé une fouille méthodique des habitations dans certains quartiers, où ils relèvent certains noms et recherchent les personnes qui figurent sur la liste de leurs cibles. On parle déjà d'assassinats ciblés et de pillages dans la ville. Les résidents de Kaboul vivent en ce moment même dans une peur absolue.

L'heure n'est plus aux accusations réciproques. Nous avons l'occasion de prévenir de nouvelles violences et d'empêcher l'Afghanistan de sombrer dans une guerre civile et de devenir un État paria. Le Conseil de sécurité et le Secrétaire général doivent donc user de tous les moyens à leur disposition pour appeler à la cessation immédiate de la violence et au respect des droits humains et du droit international humanitaire ; pour appeler les Taliban à honorer pleinement l'amnistie générale qu'ils ont offerte, à cesser les assassinats ciblés et les attaques menées en représailles, et à se plier au droit international humanitaire ; pour exhorter les Taliban à préserver les institutions publiques et les infrastructures de prestation de services, y compris les œuvres d'art dans les musées et les institutions des médias ; pour souligner que quiconque se livrera à des violations des droits fondamentaux des citoyens afghans et du droit international humanitaire aura à répondre de ses actes ; et pour ouvrir d'urgence un couloir humanitaire afin de permettre l'évacuation des personnes exposées aux représailles et aux attaques des Taliban.

Ils doivent en outre demander aux pays voisins de l'Afghanistan d'ouvrir leurs frontières, afin de faciliter la sortie des personnes qui tentent de s'échapper et l'entrée des produits nécessaires pour les secours et les opérations humanitaires ; appeler à la mise en place immédiate d'un gouvernement de transition, représentatif et sans exclusive, comprenant les représentants de tous les groupes ethniques et des femmes et qui soit propre à mener à un règlement digne et durable du conflit, à apporter la paix et à préserver les acquis des 20 dernières années, en particulier pour les femmes et les filles ; et insister sur le fait que ni le Conseil ni l'ONU ne reconnaîtront aucune administration ayant accédé au pouvoir par la force, ni aucun gouvernement qui ne soit pas inclusif et représentatif de la diversité du pays.

Ils doivent également déclarer sans équivoque qu'ils ne reconnaissent pas la restauration de l'émirat islamique, comme cela a été réaffirmé dans les déclarations et accords adoptés préalablement par le Conseil ; mettre en place des garanties internationales pour la mise en œuvre d'un futur accord politique ; et, enfin, mobiliser une aide humanitaire urgente pour les 18 millions d'habitants de l'Afghanistan, en particulier les personnes déplacées par le conflit actuel. L'appel humanitaire des Nations Unies, d'un montant de 1,3 milliard de dollars, n'est toujours financé qu'à 40 %. Nous exhortons la communauté internationale à combler le déficit de cet appel salvateur pour fournir une aide cruciale à tous les déplacés.

Pour terminer, je tiens à remercier l'ONU et les nombreuses autres organisations présentes sur place, qui apportent une aide humanitaire vitale et surveillent la situation des droits humains sur le terrain.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Lipand** (Estonie) (*parle en anglais*) : Je salue la présence du Secrétaire général et du Représentant permanent de l'Afghanistan, et je salue leurs messages forts.

La semaine dernière (voir S/PV.8831), nous avons souligné notre grave préoccupation face au fait que le nombre de civils tués ou blessés avait atteint le plus haut niveau jamais enregistré, les Taliban étant responsables de l'essentiel des victimes. Maintenant qu'ils ont proclamé avoir pris le contrôle de l'Afghanistan, les Taliban assument plus encore la responsabilité de la sûreté et de la sécurité de tous les habitants du pays, et devront en répondre. L'Estonie appelle les personnes au pouvoir et en position d'autorité en Afghanistan à respecter le droit international, en particulier le droit international humanitaire, et à se conformer aux normes et règles en vigueur en matière de droits humains.

Une chose n'a pas changé : plus de la moitié de la population afghane a besoin d'aide humanitaire. Il est d'une importance critique de veiller à ce que l'accès humanitaire ne soit pas entravé et que les prestataires d'aide puissent travailler en toute sécurité. Nous appelons toutes les parties à permettre un accès humanitaire immédiat, sûr et sans entrave aux organismes

humanitaires des Nations Unies et aux autres acteurs apportant une assistance. L'heure est à la construction, à la réparation et à l'apaisement, et non aux représailles, au pillage ou aux profits mal acquis. Le moment est crucial pour instaurer la paix.

Le peuple afghan mérite la paix et la sécurité. Il ne sera possible de mettre fin durablement au conflit en Afghanistan que par un règlement politique inclusif qui respecte les protections constitutionnelles des droits de tous les Afghans, en particulier les femmes, les enfants et les personnes appartenant à des minorités. Seule une solution politique issue de négociations sans exclusive peut conduire à une paix durable dans le pays et à la stabilité dans la région.

Je tiens à réaffirmer l'engagement de l'Estonie aux côtés du peuple afghan. Toutefois, notre coopération avec les futurs dirigeants afghans, quels qu'ils soient, sera fondée sur leur volonté de préserver les acquis des dernières décennies et d'agir conformément aux normes et règles du droit international, notamment le droit international des droits de l'homme. Notre appui politique et financier continuera de dépendre de la préservation des acquis du pays en matière de droits de la personne et de démocratie. Nous saluons les efforts des voisins et partenaires de l'Afghanistan qui ont proposé leur aide en fournissant un abri aux personnes fuyant les dangers et incertitudes qui accompagnent un conflit armé.

Pour terminer, je tiens à remercier tout particulièrement la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Les efforts de la Mission sont aujourd'hui plus importants que jamais, de même que la sûreté et la sécurité de son personnel.

**M. Kvalheim** (Norvège) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance d'urgence sur la situation en Afghanistan. Je remercie également le Secrétaire général de sa participation et de son exposé, ainsi que l'Ambassadeur Isaczai de ses observations.

Comme l'ont dit le Secrétaire général et les orateurs précédents, la situation en Afghanistan est extrêmement grave. Au cours des dernières semaines, alors qu'un conflit violent faisait rage, les forces nationales de sécurité et de défense se sont presque totalement effondrées. Au cours des dernières 24 à 48 heures, la structure dirigeante du Gouvernement central s'est désintégrée. Le pays et sa population sont maintenant confrontés à une crise multidimensionnelle aux proportions considérables – la souffrance et les difficultés causées par

le conflit violent, la sécheresse et l'insécurité alimentaire, ainsi que la pandémie de maladie à coronavirus et d'autres maladies infectieuses telles que la polio et la rougeole.

Nous, membres du Conseil de sécurité, ainsi que la communauté internationale dans son ensemble, devons leur témoigner notre attachement, autant par les paroles que par les actes. Face à cette situation sans précédent, la Norvège appelle à une cessation immédiate de la violence en Afghanistan et au rétablissement de la sécurité et de l'ordre civil, et demande que des pourparlers urgents soient engagés afin de remédier à la crise actuelle concernant l'autorité constitutionnelle et de parvenir à un règlement pacifique.

La réalité à laquelle la communauté internationale est maintenant confrontée est que le mouvement Taliban exerce un contrôle de fait sur une grande partie du territoire afghan, notamment la capitale, Kaboul. Nous avons pris bonne note des déclarations des représentants des Taliban au cours des derniers jours. Ils se sont notamment engagés à garantir la sécurité et la sûreté de tous les Afghans, des diplomates et des travailleurs humanitaires. Il a été annoncé que les fonctionnaires du Gouvernement, qu'ils soient militaires ou civils, ne feraient l'objet d'aucunes représailles. En outre, les représentants des Taliban ont déclaré que les femmes et les filles auraient accès à l'emploi et à l'éducation. Ces paroles sont encourageantes. Cependant, les Taliban seront jugés non pas sur leurs paroles, mais sur les actes qu'ils poseront dans les jours, les semaines et les mois à venir. La façon dont les Taliban se conduiront dans la réalité déterminera en grande partie si, et comment, la communauté internationale souhaitera et pourra établir des liens avec le futur Gouvernement afghan, auquel les Taliban participeront, coopérer avec lui et lui fournir un appui.

Le rétablissement de l'ordre public à Kaboul doit être la principale priorité. Des informations alarmantes font état de pillages et de scènes de chaos. La situation actuelle à l'aéroport international de Kaboul et dans ses alentours est également trouble et profondément préoccupante. Nous appelons toutes les parties à faire en sorte que tous les citoyens afghans et étrangers qui souhaitent quitter le pays puissent le faire de manière sûre et ordonnée.

La violence qui sévit partout en Afghanistan, notamment dans les zones urbaines, cause des dommages considérables aux civils, en particulier les enfants, ainsi que l'interruption de services, et elle a endommagé des

infrastructures civiles, notamment les structures d'approvisionnement en eau et d'assainissement, l'accès aux vivres et aux services de santé et d'éducation. L'accès sûr à ces services doit être immédiatement rétabli.

Nous sommes profondément préoccupés par le nombre de violations graves du droit international humanitaire et des droits de l'homme signalées au sein des communautés touchées par le conflit armé qui sévit dans l'ensemble du pays, et nous soulignons qu'il est urgent et impératif de traduire leurs auteurs en justice. Toutes les parties doivent respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire en toutes circonstances, notamment en matière de protection des civils. Il ne sera durablement mis fin au conflit en Afghanistan qu'au moyen d'un règlement politique inclusif, juste, durable et réaliste qui protège les droits fondamentaux de la personne, en particulier ceux des femmes, des enfants et des minorités.

Nous appuyons les efforts politiques et diplomatiques en cours centrés sur Doha et Kaboul en vue de garantir une transition ordonnée et d'éviter de nouvelles effusions de sang. Nous saluons les efforts diplomatiques entrepris par plusieurs acteurs clefs, notamment les États-Unis, le Qatar et le Pakistan.

Le nouveau Gouvernement devra être uni, inclusif, représentatif et participatif. Les femmes doivent y participer pleinement, concrètement et sur un pied d'égalité. Le Gouvernement devra honorer les obligations internationales de l'Afghanistan, notamment en ce qui concerne le respect des droits fondamentaux universels de la personne.

Enfin, pour les agents de la consolidation de la paix, les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les professionnels des médias, en particulier les femmes et les hommes courageux qui, des années durant, ont défendu leurs droits et exigé de participer sur un pied d'égalité et de décider de leur avenir, la situation semble désespérée. La marginalisation constante dans le cadre des négociations, ainsi que les représailles et la violence ciblée dont eux et les membres de leurs familles font l'objet, suscitent une profonde préoccupation au sujet de leur sécurité et de la perspective d'un règlement politique inclusif.

Dans le contexte actuel, le Conseil et la communauté internationale dans son ensemble sont tenus de garantir leur protection et doivent utiliser toutes les formes

d'appui possibles et toutes les voies diplomatiques et politiques pour mieux faire entendre leurs voix et les protéger contre les dangers.

**M<sup>me</sup> Thomas-Greenfield** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général, M. Guterres, de son exposé édifiant et de sa déclaration forte. Son rôle, de même que ceux de son envoyé personnel, Jean Arnault, ainsi que la Représentante spéciale, M<sup>me</sup> Lyons, et son équipe sur le terrain, sont particulièrement importants alors que nous entrons dans une période incertaine et cruciale qui exige que la communauté internationale s'exprime d'une voix claire et unifiée.

Les États-Unis apprécient vivement les efforts constants que déploient la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et les autres acteurs des Nations Unies sur le terrain en Afghanistan pour continuer de fournir une aide vitale aux Afghans dans le besoin.

Nous remercions également les délégations norvégienne et estonienne d'avoir demandé la tenue de la présente séance, et l'Inde de l'avoir convoquée, à la lumière des événements des 72 dernières heures. Nous saluons la participation de la délégation afghane à la présente séance.

Durant le weekend qui vient de s'écouler, les membres de la communauté internationale ont à l'unisson affirmé sans équivoque que tous les Afghans doivent pouvoir vivre dans la sûreté, la sécurité et la dignité. Nous avons également appelé toutes les parties afghanes à garantir la sécurité des départs et à protéger la vie humaine et les biens.

Je voudrais aujourd'hui réitérer, renforcer et confirmer cet appel. Les populations civiles, y compris les journalistes et les non-combattants, doivent être protégées. Les attaques contre les civils et les biens de caractère civil doivent cesser. Et les libertés et droits fondamentaux de tous les citoyens afghans, en particulier les femmes, les filles et les membres des groupes minoritaires, doivent être respectés. Nous appelons également toutes les parties à prévenir le terrorisme, et nous devons tous veiller à ce que l'Afghanistan ne redevienne jamais une base pour le terrorisme. Nous prions aussi les Taliban de permettre aux organisations humanitaire de continuer à faire leur travail essentiel en Afghanistan.

En sus de la violence, le peuple afghan souffre terriblement des effets de la maladie à coronavirus et de la sécheresse. Ces besoins humanitaires urgents doivent

rester notre principale préoccupation à tous dans les heures, les jours et les semaines à venir et au-delà. Le personnel et les organismes humanitaires doivent jouir d'un accès sûr et sans entrave afin de fournir une assistance vitale au nombre croissant d'Afghans dans le besoin. Nous sommes profondément préoccupés par le fait qu'actuellement, cette aide ne parvient pas aux personnes en situation de crise. Selon le Programme alimentaire mondial, plus de 500 tonnes d'aide sont actuellement bloquées à des postes frontière qui sont désormais sous le contrôle des forces des Taliban. Ces livraisons d'aide doivent reprendre immédiatement, et le Programme alimentaire mondial doit bénéficier d'un accès sûr, immédiat et durable pour acheminer cette aide absolument nécessaire.

Enfin, fait crucial, tous les Afghans et tous les ressortissants internationaux qui veulent partir doivent être autorisés à le faire dans la sécurité. Le Président Biden a clairement fait savoir que tout acte qui mettrait en danger le personnel américain ou notre mission susciterait une intervention militaire prompt et ferme. Les États-Unis promettent de se montrer généreux en réinstallant des Afghans dans notre pays, et je suis encouragée par le fait que d'autres nations se sont engagées à faire de même. Nous devons tous faire plus, et l'heure est venue d'intensifier nos efforts. Nous exhortons les voisins de l'Afghanistan, les autres pays de la région et ceux situés au-delà à donner refuge, à titre temporaire ou permanent, aux Afghans qui tentent de fuir. Ensemble, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour aider les Afghans qui veulent partir pour chercher refuge à l'étranger.

Je termine comme j'ai commencé. Le peuple afghan mérite de vivre dans la sûreté, la sécurité et la dignité. Nous, membres de la communauté internationale, devons être prêts à lui venir en aide.

**M<sup>me</sup> Broadhurst Estival** (France) : Je vous remercie, Monsieur le Président, pour l'organisation de cette séance à un moment tragique, historique pour l'Afghanistan. L'heure est grave en effet car une page se tourne et l'avenir de ce pays qui a tant souffert est plus incertain que jamais. Nous avons entendu le Secrétaire général exprimer sa préoccupation, et nous la partageons. Nos yeux sont tournés vers Kaboul où la paix et la sécurité de l'Afghanistan mais aussi de la région sont en péril.

J'aimerais en premier lieu rappeler notre ferme condamnation de la violence et des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire qui se

produisent en ce moment même en Afghanistan. Toutes les parties au conflit doivent respecter leurs obligations, particulièrement la protection des civils. Nous appelons à un cessez-le-feu immédiat ainsi qu'au respect du droit international.

Au milieu de cette violence, j'ai une pensée particulière pour tous ceux qui ont construit l'Afghanistan moderne d'aujourd'hui. Ils doivent être protégés. Leur protection, mais plus largement la protection des civils, en particulier des femmes et des enfants, doit être une priorité absolue. Les responsables d'exactions ne demeureront pas impunis. Le Conseil doit rester attentif à l'évolution de la situation. Les civils, notamment les femmes et les enfants, ne doivent pas être oubliés. Les femmes doivent être protégées, leurs droits respectés.

Les avancées démocratiques, la lutte contre la criminalité organisée, en particulier la lutte contre la drogue, la protection du patrimoine culturel, toutes ces avancées qui font que l'Afghanistan a rejoint depuis 20 ans le concert des nations, ne doivent pas être effacées.

La troisième priorité est bien sûr l'unité afghane. La paix ne peut se faire que si tous y participent.

Enfin, la situation sécuritaire ne doit pas occulter l'urgence de la situation humanitaire. Le conflit augmente le nombre de déplacés et accroît les besoins déjà immenses de la population. L'aide humanitaire doit parvenir à tous. L'accès des personnels médicaux et humanitaires à l'ensemble des personnes dans le besoin, de même que leur protection, doivent être garantis.

En conclusion, je voudrais rappeler que la France se tient aux côtés de la population afghane et de tous ses partenaires pour avancer sur le chemin de la paix. Le premier de ces partenaires est la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. J'aimerais ici saluer le courage et le travail, absolument remarquables, de l'ensemble des équipes de cette mission, sous la houlette et la coordination de Deborah Lyons. Je souhaite également saluer l'action de Jean Arnault, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et les questions régionales.

L'Organisation des Nations Unies a un rôle essentiel, indispensable à jouer en Afghanistan mais elle ne pourra pas tout faire seule, l'engagement résolu de la communauté internationale aux côtés du peuple afghan sera tout aussi déterminant dans les mois et les années qui viennent.

**M. Kariuki** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) :  
Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

Ce qui se passe actuellement en Afghanistan est une tragédie. Nous sommes convaincus depuis longtemps que la seule voie vers une paix durable en Afghanistan et vers la stabilité régionale passe par un règlement politique négocié. Nous avons œuvré d'arrachepied pour donner du souffle aux négociations de paix entre le Gouvernement afghan et les Taliban, en étroite collaboration avec les États-Unis, nos principaux alliés et d'autres puissances régionales.

À Doha, les Taliban se sont engagés à participer à ces pourparlers de bonne foi. Leurs agissements sur le terrain ont trahi cette promesse. Les Taliban doivent immédiatement faire trois choses.

Premièrement, ils doivent cesser toutes les hostilités et toutes les actions militaires afin de garantir la protection des civils et de permettre le départ en toute sécurité et de manière ordonnée des ressortissants étrangers et des autres personnes qui souhaitent partir.

Deuxièmement, ils doivent s'engager sans réserve à ne fournir aucun refuge ni aucun sanctuaire à des groupes terroristes qui mettent en danger d'autres pays.

Troisièmement, les Taliban doivent honorer leurs promesses de protéger et de faire respecter les droits humains, y compris ceux des femmes, des filles et des minorités.

Nous avons vu les preuves des violations des droits de l'homme commises par les Taliban dans les régions dont ils ont pris le contrôle, et notamment les persécutions contre les groupes minoritaires, les sévères restrictions imposées aux femmes, les allégations de mariage forcé et l'utilisation de civils comme boucliers humains. Si les Taliban continuent à violer les droits humains fondamentaux, ils ne pourront espérer jouir d'une quelconque légitimité aux yeux du peuple afghan ou de la communauté internationale.

Compte tenu de la fragilité de la situation en matière de sécurité, l'Afghanistan risque désormais une crise humanitaire catastrophique. Le manque d'accès a masqué la véritable ampleur du problème. La moitié de la population avait déjà besoin d'une aide humanitaire au début de l'année, et la situation est bien pire aujourd'hui. Les Taliban doivent respecter le droit international humanitaire et permettre aux organisations humanitaires de poursuivre leur travail en garantissant un accès sûr et sans entrave aux personnes dans le besoin.

Le Royaume-Uni est depuis longtemps un des grands fournisseurs d'aide humanitaire aux Afghans, tant en Afghanistan que dans la région. Ces dernières années, le Royaume-Uni a été fier d'être un des premiers bailleurs au Fonds humanitaire pour l'Afghanistan. Nous continuerons à travailler avec nos partenaires au Conseil de sécurité, au Conseil des droits de l'homme et, surtout, au sein de la région, pour rendre l'Afghanistan plus stable et plus ouvert à tous ses habitants.

Il est absolument fondamental que les membres de la communauté internationale se coordonnent étroitement dans les jours et les semaines à venir pour s'assurer que nous parlons d'une seule voie dans nos contacts avec l'Afghanistan. Le Royaume-Uni mettra à profit sa présidence du Groupe des Sept et son appartenance au Conseil pour concourir à la mise en place de cette coordination plus étroite et pour répondre à la situation humanitaire critique à laquelle la population afghane est aujourd'hui confrontée.

**M. Kimani** (Kenya) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Kenya, le Niger et la Tunisie, ainsi que de Saint-Vincent-et-les Grenadines.

Je remercie le Secrétaire général de son exposé sur les derniers développements en Afghanistan. Les trois membres africains du Conseil et Saint-Vincent-et-les Grenadines renouvellent leur soutien aux efforts de stabilisation déployés par les Nations Unies dans la recherche d'une solution durable à la crise afghane, qui a connu une évolution inquiétante ces derniers jours.

La présente séance se tient dans le sillage d'une séance sur le même sujet que nous avons tenue le 6 août dernier (voir S/PV.8831). Si à l'époque, nous avions encore l'espoir – aussi mince fût-il – que les Taliban entendent notre appel et cessent leurs attaques, nous sommes aujourd'hui mis devant le fait accompli avec l'effondrement effectif du Gouvernement afghan et la prise du pouvoir par les insurgés. Les trois membres africains du Conseil et Saint-Vincent-et-les Grenadines déplorent la violence, les violations des droits de l'homme, les pertes de vies humaines et les souffrances endurées par la population civile qui est contrainte de fuir de chez elle en raison des derniers combats dans le pays. Nous réitérons notre appel à une cessation immédiate des hostilités.

Nous exprimons également à nouveau notre rejet de principe de toute prise de pouvoir par la force et appelons à la mise en place d'un dialogue concret, car nous sommes convaincus que la seule solution viable au conflit consiste en un règlement politique négocié. Nous prenons note des discussions entre les Taliban et différents acteurs afghans. Nous espérons que ces négociations aboutiront à un gouvernement intérimaire de transition qui soit inclusif et tienne compte des autres voix politiques qui existent dans le pays. Nous exhortons également la communauté internationale et toutes les puissances régionales qui ont une influence sur les parties belligères à user de cette influence et à plaider en faveur d'un cessez-le-feu durable, condition d'un véritable dialogue.

S'il est difficile de prévoir ce que les jours, les mois et les années à venir nous réservent, notamment sur le plan politique et en matière de sécurité, une chose reste sûre : l'Afghanistan est au bord d'une catastrophe humanitaire dont les premières victimes seront les femmes et les enfants. Les trois membres africains du Conseil et Saint-Vincent-et-les Grenadines tiennent donc à souligner l'importance de trouver d'urgence une solution durable à la crise humanitaire déjà très grave qui a encore été exacerbée par les récents combats.

Les effets de la récente recrudescence de la violence, combinés à ceux des changements climatiques et de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), ont créé une situation dans laquelle plus d'un tiers de la population connaît l'insécurité alimentaire et où des milliers de personnes sont déplacées, pour l'écrasante majorité des femmes et des enfants. Nous appelons les Nations Unies et les organismes humanitaires à intensifier leur soutien aux populations déplacées et à honorer les engagements pris dans le cadre du Plan de réponse humanitaire pour l'Afghanistan.

La population afghane a plus que jamais besoin du soutien et de la solidarité de la communauté internationale et des acteurs régionaux pour l'aider à traverser cette période difficile. Tout doit être mis en œuvre pour atténuer les souffrances de la guerre civile et les aider dans leur quête de paix et d'un environnement stable propice à la poursuite de la gouvernance démocratique, ainsi qu'au bien-être socioéconomique.

Les trois membres africains du Conseil et Saint-Vincent-et-les Grenadines continuent de saluer et d'appuyer pleinement les bons offices de l'ONU et tous les autres efforts diplomatiques déployés par les pays voisins afin de réduire les tensions et de parvenir à une solution négociée à la crise. En outre, nous soulignons

que la recherche de la paix ne doit pas se faire au détriment des droits de l'homme des Afghans, en particulier ceux des femmes, des enfants et des minorités ethniques et religieuses d'Afghanistan.

Si l'instauration de la paix nécessite un règlement entre les combattants, nous sommes convaincus que la communauté internationale ne souhaite pas que les processus de paix récompensent et légitiment le recours à l'action militaire et encore moins l'association avec des organisations terroristes en leur accordant une reconnaissance politique. Nous rappelons que les Taliban ont été chassés du pouvoir en raison de leur appui à Al-Qaida. Les informations faisant état de la libération par les Taliban de prisonniers affiliés à Daech et à Al-Qaida sont extrêmement inquiétantes. Ces actions enhardiront les réseaux terroristes et favoriseront la résurgence de l'exportation du terrorisme, en particulier vers des pays situés dans des régions en proie à des conflits.

Dans leur déclaration du 6 août (voir S/PV.8831), les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines ont rappelé la décision du Conseil de scinder la liste des sanctions contre Al-Qaida et les Taliban en réponse aux efforts déployés par le Gouvernement afghan pour négocier un processus de paix avec les Taliban qui conduirait à la réconciliation nationale en Afghanistan. L'objectif de cette décision était de fournir une future planche de salut aux membres des Taliban qui renonceraient à la violence et se dissocieraient d'Al-Qaida. Dès lors, le Conseil doit continuer d'exiger des Taliban qu'ils redoublent d'efforts pour embrasser la paix, rompre leurs liens avec Al-Qaida et Daech et participer à un processus de paix qui transformera l'Afghanistan en exportateur net de paix.

En guise de conclusion, les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines notent que la situation en Afghanistan est extrêmement instable et imprévisible. Partout dans le monde, les groupes rebelles armés et les groupes terroristes suivent de près les événements dans le pays afin de répliquer ce qu'il se passe. Par conséquent, le Conseil doit peser avec soin ses décisions, sachant que donner une légitimité politique à des entités qui recourent au terrorisme pour atteindre des objectifs politiques sera à terme contre-productif.

Enfin, le Kenya, la Tunisie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et le Niger réaffirment leur solidarité indéfectible avec le peuple afghan en ces temps incertains, ainsi que leur appui à sa vision d'un pays pacifique et progressiste.

**M<sup>me</sup> Byrne Nason** (Irlande) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa présence parmi nous aujourd'hui et de ses paroles très fortes au début de notre séance.

Nous avons appuyé l'organisation de la présente séance d'urgence pour discuter de l'évolution tragique de la situation en Afghanistan. Au cours des dernières semaines, comme nous l'avons entendu, nous avons vu en temps réel les Taliban conquérir les villes afghanes par la force, mouvement qui a culminé avec la perte de contrôle de Kaboul par le Gouvernement. Nous avons tous vu les scènes de chaos à l'aéroport. Nous ne pouvons pas dire que nous n'avons pas été avertis de cette issue possible. Dans cette salle, nous avons entendu de nombreuses mises en garde alarmantes, notamment dans les témoignages courageux de membres de la société civile afghane. Malheureusement, et de façon tragique pour tant de gens, nous n'avons pas tenu compte de ces avertissements. Nous devons maintenant faire face aux conséquences. Alors que la crise prend des proportions tragiques, le Conseil doit maintenant assumer ses responsabilités et agir.

La situation est calamiteuse pour l'ensemble du peuple afghan. Comme nous l'avons toujours fait dans cette salle, nous condamnons la violence effroyable et les attaques aveugles perpétrées contre les civils en Afghanistan. La violence et les actes d'intimidation doivent cesser. Il est évident que nous sommes entrés dans une nouvelle phase en Afghanistan. La paix ne sera possible que grâce à une solution concertée, inclusive et négociée. La violence n'apporte pas de légitimité, ni de paix durable. Le respect de l'état de droit et du droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, est impératif. Nous appelons maintenant à la plus grande retenue pour protéger des vies et faire en sorte que les besoins humanitaires pressants soient satisfaits.

Compte tenu de l'urgence de la situation et du sort désespéré auquel est confronté le peuple afghan, il est essentiel que nous agissions pour répondre à la crise que traverse l'Afghanistan. Des vies sont en danger imminent en raison de l'aggravation de la violence, des déplacements et de l'insécurité alimentaire. La communauté internationale a la responsabilité de réagir, de prendre des mesures pour protéger les civils et d'alléger les souffrances du peuple afghan. Un accès humanitaire sûr et fiable doit être garanti et protégé, et le travail de tous les organismes des Nations Unies et des partenaires humanitaires concernés doit être facilité sans exception.

Celles et ceux qui ont œuvré pour la paix, les défenseurs des droits de l'homme, qui se sont efforcés sans relâche de promouvoir et de protéger les droits de leurs concitoyens, ne doivent pas être abandonnés maintenant.

Je souhaite m'adresser directement aux femmes afghanes, qui ont le plus à perdre alors que le Gouvernement démocratique se dissout et qu'un avenir incertain les attend. Pour qu'il n'y ait aucun doute quant à la gravité de la situation, je m'adresse aux femmes qui se trouvent à l'aéroport avec leurs enfants et leurs familles et cherchent une sortie de secours ; les femmes qui se cachent dans leurs maisons ; les femmes qui dorment dans les rues ; et les femmes qui continuent à se battre pour la paix et les droits de l'homme, même si elles risquent désormais leur vie.

Aux femmes afghanes, je dis que nous entendons les appels qu'elles lancent à la communauté internationale en cette période sombre. La peur, l'indignation et le sentiment de trahison qu'elles ressentent sont bien compris et sont légitimes. J'appelle le Conseil à se tenir aux côtés des femmes afghanes. Leurs droits et leur participation future à la société afghane ne peuvent être sacrifiés. C'est notre responsabilité commune à cette table ; cela doit aussi être notre priorité commune. Nous tous autour de la table pouvons et devons convenir que, comme principe non négociable dans toute discussion, les droits des femmes en Afghanistan doivent être protégés. Il y va de l'avenir de l'Afghanistan.

Les Taliban auraient déclaré que les femmes n'ont rien à craindre d'eux. Pourtant, nous avons entendu nombre de rapports crédibles faisant état d'exécutions sommaires, de mariages forcés et de violences sexuelles et fondées sur le genre. Dire à la communauté internationale ce qu'elle veut entendre ne trompera personne. Nous ne fermerons pas les yeux sur la vérité. Nous condamnons, dans les termes les plus forts, la prise pour cible délibérée des femmes et des filles par les Taliban. Les filles doivent être libres d'aller à l'école ; les femmes doivent pouvoir participer pleinement à la société ; et celles qui défendent les droits de l'homme doivent être libres de le faire.

Tout en mettant l'accent sur les besoins des femmes, je tiens également à condamner, cela va sans dire, les représailles, les attaques et les exécutions sommaires visant les hommes afghans. Cela aussi doit cesser.

Il est grand temps de tirer les enseignements du passé, sinon nous serons condamnés à voir l'histoire se répéter dans ce qu'elle a pire en Afghanistan. Deux

décennies de progrès se désintègrent sous nos yeux. Les Afghans ont travaillé trop dur et perdu trop de choses pour voir leur avenir être une réédition du passé de leurs mères, de leurs pères, de leurs grands-mères et de leurs grands-pères, autant de générations perdues à cause du conflit.

Une paix solide et durable ne peut être construite que par des négociations inclusives et représentatives. Nous devons être clairs aujourd'hui : la future gouvernance de l'Afghanistan ne saurait bénéficier de l'appui et de l'aval de la communauté internationale que si elle garantit la participation pleine, égale et véritable des femmes, inclut les groupes minoritaires et les jeunes, défend les droits de l'homme et les libertés fondamentales et assure le respect de l'état de droit et l'application du principe de responsabilité, comme le prévoit la résolution 2513 (2020).

Selon nous, le Conseil doit être prêt à envisager d'autres mesures dans la boîte à outils dont il dispose à mesure que la crise évolue. La Ministre afghane de l'éducation, Rangina Hamidi, a évoqué ces dernières heures sa crainte, partagée par de nombreuses femmes afghanes, d'être obligée de payer le prix pour avoir essayé de faire de l'Afghanistan un endroit meilleur et pour avoir été active dans sa société, réalisant simplement ses droits.

L'Irlande demande au Conseil de délivrer aujourd'hui un message sans ambiguïté. Si beaucoup de choses, y compris l'avenir politique de l'Afghanistan, sont actuellement incertaines, ce qui est indubitable, c'est que l'incapacité à respecter et à faire respecter pleinement les droits de tous les Afghans, en particulier les droits et la sécurité des femmes et des filles, ne peut être et ne sera pas acceptée. Nous le devons aux femmes afghanes et à tous les Afghans qui ont cru en la promesse de la communauté internationale de leur offrir un avenir meilleur.

Nous avons maintenant l'obligation de nous montrer solidaires de toutes et tous en cette période de crise.

**M<sup>me</sup> Buenrostro Massieu** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Le Mexique se félicite de la convocation en urgence de la séance d'aujourd'hui. Je remercie le Secrétaire général de son exposé sur les derniers faits nouveaux survenus en Afghanistan. Je tiens également à remercier les délégations présentes dans la salle ce matin, et je salue la présence du Représentant permanent de l'Afghanistan.

Ces dernières semaines et, en particulier, ce week-end, le conflit en Afghanistan a pris une tournure plus meurtrière et plus destructrice. L'avancée des Taliban sur les grands centres urbains et, à présent, sur Kaboul, a radicalement changé la dynamique de pouvoir et eu des répercussions humanitaires extrêmement inquiétantes. L'offensive militaire montre clairement qu'un cessez-le-feu n'a toujours pas été négocié, et le bilan du conflit est le plus lourd jamais enregistré.

Le Mexique rejette le recours à la force et à la violence. Il souligne avec force que le cadre institutionnel de l'Afghanistan doit être respecté et qu'un processus de réconciliation nationale doit être recherché. L'avenir de l'Afghanistan doit être décidé de manière démocratique par tous les Afghans et toutes les Afghanes.

Mon pays condamne également sans équivoque les attaques délibérées contre la population civile. Les informations faisant état d'exécutions sommaires, d'attaques prenant délibérément les femmes pour cible, de passages à tabac, et des restrictions et de la censure imposées aux moyens de communication sont autant de signaux d'alarme pour la communauté internationale.

Ce sont les groupes les plus vulnérables qui continuent de payer le prix fort du durcissement de la situation politique et militaire en Afghanistan. La tournure catastrophique de la violence touche une population dont la situation est de plus en plus précaire et qui ne dispose que de très rares options, surtout les femmes et les filles. De même, le personnel humanitaire, les médecins, les traducteurs et autres prestataires de services internationaux sont particulièrement vulnérables actuellement. J'en veux pour preuve la vague massive de déplacements à laquelle nous assistons et les tentatives désespérées des civils de fuir le pays.

La campagne militaire a radicalement modifié le contrôle du territoire et des moyens matériels. Le Mexique demande urgemment à la communauté internationale d'évaluer très sérieusement les transferts d'armes susceptibles d'être détournées ou de tomber entre de mauvaises mains. Tant que la prolifération des armes sera une réalité, les Taliban et autres groupes auront les moyens d'atteindre leurs objectifs par la force. C'est pourquoi nous préconisons qu'aucun transfert irresponsable ne soit approuvé et que les normes internationales les plus strictes soient appliquées, afin de contenir l'incidence catastrophique de la situation que traverse l'Afghanistan.

Malgré les accords signés et l'existence d'un cadre robuste de droit international en matière de lutte antiterroriste, nous sommes également préoccupés par la résurgence du risque de voir l'Afghanistan redevenir un refuge pour les groupes terroristes. Quel que soit le scénario envisagé pour l'avenir de l'Afghanistan, il devra veiller à ce que ce ne se soit pas le cas.

La communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, doit présenter un front uni pour faire clairement comprendre que le cap actuel est inacceptable, que les engagements pris doivent être respectés et que la voie du dialogue et de la négociation politique doit être privilégiée. En outre, nous demandons à ceux qui sont en dialogue direct avec les Taliban d'exprimer dans les termes les plus fermes leur condamnation des attaques contre les civils, en particulier les femmes, les enfants et les minorités, et d'appeler d'urgence à une reprise constructive des négociations.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions le Secrétaire général de ses réflexions et éclairages sur la situation en Afghanistan. Nous remercions également le Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Ghulam M. Isaczaï.

Nous suivons de près l'évolution rapide de la situation en Afghanistan. Dès l'annonce du retrait des forces étrangères, nous avons tous entendu des informations inquiétantes faisant état d'une hausse de la violence et du nombre de victimes. En outre, comme nous l'avons vu, les grandes villes afghanes sont tombées sans grande résistance.

Dix jours à peine se sont écoulés depuis notre dernière discussion au Conseil de sécurité (voir S/PV.8831). Pourtant, la situation dans le pays a changé du tout au tout. Aujourd'hui, tous nos regards sont tournés vers Kaboul qui, hier, a été abandonnée dans la précipitation par les dirigeants du pays, par des Afghans ordinaires, et par une partie du corps diplomatique. Il est clair que ce revirement a pris tout le monde par surprise, y compris ceux qui, très récemment, proclamaient publiquement le haut degré de préparation militaire des services afghans de maintien de l'ordre formés et entraînés depuis 20 ans.

Dans l'ensemble, nous continuons de suivre de près l'évolution de la situation dans le pays. Pour l'instant, nous pensons qu'il n'y a pas lieu de paniquer. Le plus important est qu'un bain de sang massif parmi les civils ait pu être évité. Nous exhortons toutes les parties afghanes à s'abstenir de toute hostilité et à promouvoir un règlement pacifique.

Nous pensons que la communauté internationale ne doit pas relâcher ses efforts pour aider l'Afghanistan à parvenir à la réconciliation nationale. C'est notamment ce à quoi s'emploie la Troïka élargie, à savoir la Russie, les États-Unis, la Chine et le Pakistan. Nous pensons que l'Iran pourrait également jouer un rôle important à cet égard. Nous déciderons les prochaines mesures officielles que nous prendrons concernant les Taliban en fonction de l'évolution de la situation et de leurs actions spécifiques.

D'après les informations dont nous disposons, les Taliban ont déjà commencé à rétablir l'ordre public et ont réitéré leurs garanties de sécurité pour les civils et les personnels des missions diplomatiques étrangères. Nous sommes convaincus que, dans ces circonstances, la sécurité des personnels diplomatiques et des fonctionnaires des Nations Unies en Afghanistan sera assurée et que l'immunité de leurs institutions sera garantie. Dans ces conditions, l'Ambassade de Russie à Kaboul continue de fonctionner normalement. Nous restons préoccupés par la persistance de la menace terroriste dans le pays, notamment l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan, dont l'activité terroriste risque de dépasser les frontières de l'Afghanistan, ce qui mettrait en péril la sécurité des États d'Asie centrale voisins.

Le terrorisme est inextricablement lié au problème de la drogue. La dégradation de la situation en Afghanistan ces derniers mois a entraîné une forte détérioration de la situation humanitaire. Les nombreuses informations évoquant le nombre de déplacés et les vagues de réfugiés hors du pays sont très préoccupantes. Ces flux font porter un fardeau supplémentaire aux pays voisins, notamment le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, l'Iran et le Pakistan, sans parler du risque que des combattants infiltrent la région, par exemple en se faisant passer pour des réfugiés. Nous sommes en contact régulier avec les cinq pays d'Asie centrale, tant au niveau bilatéral que par le biais d'organisations régionales telles que l'Organisation de Shanghai pour la coopération et l'Organisation du Traité de sécurité collective.

Nous souhaitons toujours un règlement pacifique rapide de la situation en Afghanistan, suivi de la stabilisation du pays et de son relèvement postconflit. Nous sommes convaincus que mettre fin à des années de guerre sanglante et parvenir à la réconciliation nationale va dans le sens des intérêts de tous : le peuple afghan, ses voisins régionaux et le monde entier.

**M. Dang** (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa présence et de son exposé. Je salue également la présence du Représentant permanent de l'Afghanistan à la présente séance d'information.

Nous suivons l'évolution de la situation en Afghanistan, en particulier ces derniers jours, avec une profonde préoccupation. Cette situation pourrait avoir été préjudiciable à la sécurité et à la stabilité non seulement de l'Afghanistan, mais également de la région, en particulier les pays voisins. Nous sommes particulièrement préoccupés par le grand nombre de victimes civiles signalées au cours des dernières semaines. À cet égard, je souhaite faire les observations suivantes.

Premièrement, la priorité absolue, c'est dorénavant la protection des civils. Toutes les parties doivent respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme et garantir la protection des civils, en particulier les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants. La fourniture de services essentiels à la population doit être garantie. La sûreté et la sécurité du personnel de l'ONU, des travailleurs humanitaires, des ressortissants étrangers et du personnel des organisations internationales doivent être garanties.

Deuxièmement, nous nous associons aux autres orateurs pour demander la cessation de la violence et le rétablissement de la sécurité et de l'ordre civil. Nous appelons toutes les parties en Afghanistan à dialoguer, à régler leurs différends et à promouvoir la réconciliation nationale, en respectant les aspirations du peuple afghan à la paix et à la stabilité à long terme ainsi qu'au développement du pays.

Troisièmement, il faut d'urgence mobiliser des efforts pour prévenir une catastrophe humanitaire dans le pays. Les services essentiels fournis à la population civile ne doivent pas être perturbés, notamment ceux visant à combattre l'insécurité alimentaire et la pandémie de maladie à coronavirus. La fourniture d'une aide humanitaire immédiate, sûre et sans entrave doit être garantie afin d'aider les Afghans dans le besoin. Nous invitons les partenaires régionaux et internationaux de l'ONU à redoubler d'efforts pour réaliser les priorités susmentionnées, tout en accordant une attention particulière et urgente à la protection des civils et à l'aide qu'il convient de leur fournir en cette période difficile.

Enfin et surtout, nous saluons les efforts que déploie la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, et nous soulignons la nécessité de garantir la sûreté et la sécurité de la Mission.

**M. Geng Shuang** (Chine) (*parle en chinois*) : Je salue la présence du Secrétaire général, et je le remercie de l'exposé qu'il a présenté à la présente séance. J'ai écouté attentivement la déclaration du représentant de l'Afghanistan.

La situation en Afghanistan a connu des changements profonds. Nous respectons la volonté et les choix du peuple afghan. La guerre en Afghanistan dure depuis plus de 40 ans. La fin de la guerre et le rétablissement de la paix non seulement représentent l'aspiration collective de plus de 30 millions d'Afghans, elles incarnent également l'espoir commun de la communauté internationale et des pays de la région.

Actuellement, le plus urgent est de rétablir la paix, la stabilité et l'ordre dans les plus brefs délais afin de prévenir, autant que possible, des pertes humaines insensées et un flux majeur de réfugiés. Les droits et les intérêts des missions et du personnel diplomatiques en Afghanistan sont inviolables. La sûreté, la sécurité et les intérêts des ressortissants étrangers en Afghanistan doivent être respectés et garantis. Il incombe à toutes les parties afghanes de préserver la vie et les biens de la population. Elles doivent donner des garanties concernant la sécurité des ressortissants étrangers qui sont encore dans le pays et assurer l'évacuation ordonnée de ceux qui ont décidé de partir.

La Chine a toujours maintenu qu'un règlement politique représentait la seule porte de sortie pour l'Afghanistan. Actuellement, les perspectives nationales de l'Afghanistan se trouvent à un tournant historique. La Chine prend acte de la déclaration faite par les Taliban hier, selon laquelle la guerre en Afghanistan est terminée et qu'ils négocieront la création d'un gouvernement islamique ouvert et inclusif et prendront des mesures responsables pour garantir la sécurité des citoyens afghans et des missions étrangères dans le pays.

La Chine espère que ces engagements seront tenus afin de garantir une transition sans heurt, de contrer le terrorisme sous toutes ses formes et les actes criminels, et de libérer le peuple afghan de la guerre et du chaos afin qu'il puisse reconstruire sa belle patrie. Nous espérons que les Taliban uniront toutes les parties et tous les groupes ethniques afghans en vue de créer une structure politique vaste et inclusive à même de répondre à leurs besoins nationaux afin de créer les conditions d'une paix durable dans le pays.

Au cours des 20 dernières années, des organisations terroristes telles que l'État islamique, Al-Qaïda et le Mouvement islamique du Turkestan oriental se sont

installées et développées en Afghanistan, posant une grave menace à la paix et à la sécurité régionales et internationales. L'Afghanistan ne doit jamais redevenir un havre pour les terroristes. C'est le point de départ de toute solution politique future en Afghanistan. Nous espérons que les Taliban honoreront sincèrement leurs engagements et se dissocieront clairement de toutes les organisations terroristes.

Tous les pays doivent honorer leurs obligations en vertu du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, travailler de concert pour lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, et prendre des mesures résolues pour empêcher les organisations terroristes telles que l'État islamique, Al-Qaïda et le Mouvement islamique du Turkestan oriental de profiter du chaos.

Au moment où nous parlons, la situation humanitaire en Afghanistan est catastrophique. L'aide humanitaire ainsi que la prévention et la maîtrise de la pandémie sont soumises à une pression énorme. La communauté internationale doit renforcer l'aide humanitaire en faveur de l'Afghanistan et des pays voisins, qui ont accueilli un grand nombre d'Afghans déplacés, pour contribuer à atténuer la crise humanitaire régionale. Les parties concernées doivent veiller à ce que les activités des organismes de secours humanitaires internationaux puissent se poursuivre sans entrave. La communauté internationale doit également continuer d'aider l'Afghanistan et ses voisins à maîtriser la pandémie au plus vite.

Le chaos qui règne actuellement en Afghanistan est directement lié au retrait hâtif des forces étrangères. Les pays concernés doivent honorer leur engagement de bonne foi à appuyer la paix, la réconciliation et la reconstruction en Afghanistan ainsi qu'à jouer un rôle constructif dans le dossier afghan. Sur la base du respect de la prise en main du processus par les Afghans et des efforts inlassables que déploient les pays voisins dans les domaines politique, de la sécurité, du développement, de l'action humanitaire et de la lutte contre les stupéfiants, une aide constructive doit être fournie à l'Afghanistan de façon continue.

Plusieurs membres du Conseil ont affirmé dans leurs déclarations qu'ils aimeraient voir les voisins de l'Afghanistan et les pays de la région jouer un rôle plus important. Nous avons appris que ces pays ont demandé à participer à la présente séance. Il est regrettable que l'on n'ait pas accédé à leur demande.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan joue depuis longtemps un rôle important dans l'appui à la reconstruction pacifique en Afghanistan. Compte tenu de la situation actuelle sur le terrain, qui connaît des changements profonds, nous espérons que le Secrétaire général prendra les mesures nécessaires pour garantir la sécurité du personnel de la Mission. Nous espérons également que le Secrétaire général présentera en temps voulu au Conseil de sécurité des recommandations pratiques et applicables concernant l'avenir de la présence des Nations Unies en Afghanistan.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Inde.

Je tiens, en premier lieu, à souhaiter chaleureusement la bienvenue au Secrétaire général et à le remercier de ses observations très importantes. Je salue également la présence du Représentant permanent de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Le Conseil de sécurité se réunit pour la deuxième fois en l'espace de 10 jours (voir S/PV.8831) pour examiner la situation en Afghanistan. Durant cette courte période, la situation a évolué de façon dramatique. Nous sommes également témoins de scènes très regrettables à l'aéroport international Hamid Karzai, à Kaboul. La panique s'est répandue parmi la population. Les femmes et les enfants sont dans la détresse. Des tirs sont signalés dans la ville, y compris à l'aéroport. Alors que les conditions de sécurité restent précaires, une grave crise humanitaire se profile.

Des appels urgents ont été lancés de toutes parts, y compris par le Secrétaire général. Il est temps que la communauté internationale, en particulier le Conseil, agisse, garantisse une cessation immédiate de la violence, maîtrise une crise potentielle et en atténue les conséquences. En tant que voisine de l'Afghanistan et amie de son peuple, l'Inde est profondément préoccupée par la situation actuelle dans ce pays. Les hommes, les femmes et les enfants afghans vivent dans un climat de peur constante. Ils ne savent pas de quoi l'avenir sera fait. Tout le monde est préoccupé par l'augmentation des violations des droits fondamentaux des citoyens afghans. Les Afghans s'inquiètent de savoir si leur droit de vivre dans la dignité sera respecté ou non. De nombreuses questions restent sans réponse.

Nous espérons que la situation se stabilisera bientôt et que les parties concernées s'attaqueront aux problèmes humanitaires et en matière de sécurité. Nous espérons également que le pouvoir politique sera représentatif de toutes les composantes de la société afghane.

Les voix des femmes, les aspirations des enfants et les droits des minorités doivent être respectés. Une représentation plus large contribuerait à ce que la structure gagne en acceptabilité et en légitimité.

La situation actuelle en Afghanistan présente de nombreux défis ; cependant, elle offre aussi quelques possibilités. Pour peu qu'il y ait une tolérance zéro à l'égard le terrorisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, et qu'il soit garanti que le territoire afghan ne sera pas utilisé par des groupes terroristes pour menacer ou attaquer un autre pays, les voisins de l'Afghanistan et la région dans son ensemble se sentiront plus en sécurité. Le Secrétaire général l'a souligné très clairement tout à l'heure.

Le sang n'a déjà que trop coulé en Afghanistan. Il est temps que la communauté internationale se rassemble et laisse derrière elle tout intérêt partisan pour soutenir le peuple afghan dans son désir de paix, de stabilité et de sécurité dans le pays et pour permettre à tous les Afghans, y compris les femmes, les enfants et les minorités, de vivre dans la paix et la dignité.

L'Inde a contribué de manière importante au développement de l'Afghanistan ces dernières années. Dans ce cadre, nous avons entrepris des projets de développement dans des domaines critiques, tels que l'électricité, l'eau, les routes, les soins de santé, l'éducation, l'agriculture et le renforcement des capacités. L'Inde a mis l'accent sur le bien-être et la prospérité du peuple afghan. Avant que la crise actuelle n'éclate, des projets de développement menés par l'Inde étaient en cours de réalisation dans chacune des 34 provinces du pays.

Comme l'ont souligné les membres du Conseil, nous devons continuer d'appuyer l'action énergique de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et de veiller à la sécurité de son personnel. Nous appelons les parties concernées à maintenir l'ordre public, à garantir la sûreté et la sécurité de tous les acteurs, y compris le personnel des Nations Unies, le personnel diplomatique et consulaire, et à respecter en toutes circonstances les droits de l'homme et le droit international humanitaire en Afghanistan.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Il n'y a plus d'oratrices ni d'orateurs inscrits sur ma liste. Je vais maintenant lever la séance afin que le Conseil puisse poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations à huis clos.

*La séance est levée à 11 h 10.*